**Avancées et reculs des démocraties**

*Introduction*

Cette présentation porte sur le Thème 1 du **nouveau programme de Spécialité Première** intitulé « Comprendre un régime politique : la démocratie ». Il vise à analyser le régime politique dans lequel nous vivons, la diversité des démocraties dans le monde et leurs évolutions.

La problématique à laquelle on veut répondre dans ce thème est : comment caractériser un régime politique et comprendre ses évolutions ?

Le programme de la Spécialité est une ouverture sur des objets peu explorés (dans ce thème, le Chili des années 1970, l’Espagne après Franco ou la Révolution des œillets au Portugal) et l’occasion de se familiariser avec les notions et les méthodes des quatre disciplines représentées ; ici tout particulièrement la science politique, avec l’étude du pouvoir, des rapports de force, négociations et compromis qui sont au fondement d’un régime politique.

Ce qui va nous intéresser plus précisément dans cette présentation c’est la question du changement de régime. Nous verrons ainsi comment s’opère la transition de l’autoritarisme à la démocratie mais aussi comment des retours en arrière sont possibles allant de la démocratie vers l’autoritarisme.

Le traitement de la Spécialité repose sur lien dynamique avec le **programme de Première générale** :

-on peut analyser, dans le même temps,la démocratie en Spécialité et le chapitresur la Révolution française et l’empire, notamment les conflits et débats qui caractérisent la période

-dans le chapitre sur la Deuxième République, on étudie comment surgit un régime autoritaire dans un cadre démocratique, en lien direct avec notre problématique

-dans le chapitre portant sur la mise en œuvre du projet républicain et l’enracinement de la « culture républicaine », on analyse les compromis qui consolident un régime

-enfin dans le chapitre sur la construction d’un nouvel ordre démocratique avec la fondation de la Société des Nations (SDN), la recherche d’une démocratie « internationale » est vue

I- Comprendre la démocratie

A) Définition et modèle

Diapo 2

1. La démocratie peut être définie comme un régime issu du peuple, par le peuple, pour le peuple, soit une organisation politique fondée sur le gouvernement direct des citoyens et liée à la notion de souveraineté
2. La démocratie s’oppose à la monarchie et oligarchie (pouvoir réservé à un seul ou un groupe d’individus) et peut prendre plusieurs formes (directe, représentative, participative), qui peuvent se combiner dans un même régime
3. La démocratie suppose que les citoyens jouissent d’un ensemble de droits et de devoirs, qui cohabitent avec de grands principes tels que le multipartisme, alternance politique, séparation des pouvoirs, libertés notamment de la presse (indépendance et pluralisme), respect des droits de l’homme et des minorités
4. Hormis les assemblées délibérantes, il doit exister d’autres lieux de débats publics pour les citoyens, association, syndicat, mutuelle, comité de quartier

Diapo 3

1. C’est en Grèce antique que se trouve le « modèle » ayant inspiré notre démocratie

Dans le **nouveau programme de Seconde**, il est question des « empreintes » laissées par l’Antiquité et tout particulièrement de distinguer des constructions politiques ayant servi de référence dans les périodes ultérieures

1. La démocratie directe des Athéniens est une forme d’organisation politique composée d’hommes libres qui exercent leur souveraineté en participant aux institutions et en occupant des magistratures

Cette démocratie est toutefois restreinte : femmes, étrangers et esclaves sont exclus de la citoyenneté et seule 10% de la population exerce le droit de vote.

1. L’« empreinte » grecque sur notre vie politique tient donc à des institutions, à la définition de la citoyenneté comme un ensemble de droits et de devoirs et à l’importance du débat politique dans la prise de décision

Toutefois ce modèle grec est difficile à transposer et a dû être adapté.

B) Les difficultés de son application pratique

Diapo 4

1. La démocratie grecque est reprise et transformée dans le projet de société de la Révolution française

Là encore, un lien utile peut être fait avec le **nouveau programme de Seconde** et le modèle politique qui s’invente lors de la Révolution américaine.

La question qui traverse le XIXe siècle est alors : comment concevoir la participation du plus grand nombre à la vie politique ?

1. Les libéraux, tels Benjamin Constant, défendent le système représentatif, reposant sur les libertés individuelles

Ils sont attachés au principe de souveraineté mais pour eux, seule une élite de l’argent ou des talents est capable de prendre les bonnes décisions, ce qui les conduit à soutenir le suffrage censitaire.

1. Si la question de la participation populaire fait l’objet de débats c’est que le XIXe siècle est traversé par des formes d’intervention directe du peuple dans la vie politique (Révolution de 1830 et Seconde République)

Elles sont de plus en plus disqualifiées car jugées incontrôlables par le pouvoir politique, qui envisage toutefois le suffrage universel comme un compromis acceptable.

1. Louis-Napoléon Bonaparte, après le coup d’Etat du 2 décembre 1851, conserve ainsi le suffrage universel, ce qui crée une situation paradoxale : un instrument permettant l’expression de la souveraineté du peuple est utilisé dans un cadre autoritaire, participant de façon inattendue à la démocratisation de la France[[1]](#footnote-1)
2. Après deux expériences monarchiques, une République et un empire, la Troisième République est proclamée le 4 septembre 1870

La méthode du compromis et le parlementarisme permettent aux acteurs politiques de créer de nouveaux droits[[2]](#footnote-2).

Transition : les difficultés de l’application pratique de la démocratie ouvre sur l’idée d’une instabilité de ce type de régime : il peut y avoir des « reculs » et la démocratie n’est pas l’aboutissement inévitable des processus politiques.

C) L’inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie ?

Diapo 5

1. Alexis de Tocqueville entreprend un voyage aux Etats-Unis entre 1830 et 1832, dont il tire un ouvrage en deux tomes, *De la démocratie en Amérique*

Selon ses propres termes, il cherche dans la démocratie américaine « une image de la démocratie elle-même » et défend l’intérêt d’une explication du politique par le politique.

1. Tocqueville présente la démocratie américaine comme une société dominée par l’égalité des conditions et la souveraineté populaire
2. Mais ce qui rend sa réflexion intéressante pour notre problématique est qu’il identifie des risques liés à la démocratie, dit autrement des « fragilités » propres à ce régime[[3]](#footnote-3)

Tocqueville entrevoit le risque que des individus égaux se désintéressent de la démocratie, trop focalisés sur la satisfaction de leurs intérêts (individualisme).

Risque également que les citoyens se conforment à l’opinion de la majorité (conformisme) et se déchargent de la nécessité de gouverner sur la majorité (tyrannie de la majorité).

In fine, cela pourrait conduire à l’apparition d’un pouvoir « immense et tutélaire », c'est-à-dire au despotisme des gouvernants.

1. La réflexion de Tocqueville est intéressante car pour lui la démocratie n’est pas une fin, il faut veiller aux atteintes qui peuvent lui être portées et se montrer vigilant sur le fait que dans le fonctionnement routinier de la démocratie, un basculement autoritaire puisse intervenir

Ces éléments permettent de saisir certains aspects de la chute de la démocratie chilienne.

II- Démocratie en crise et passage à l’autoritarisme

A) Prise de pouvoir et mise en œuvre du programme de l’Union populaire

Diapo 6

1. L’étude du Chili permet de singulariser une dynamique politique critique s’étendant sur trois années (1970-1973) et amenant au coup d’État du 11 septembre 1973[[4]](#footnote-4)

Celui-ci se produit dans un contexte de multiplication des coups d’État autoritaires en Amérique du Sud, soutenus par les États-Unis.

1. Toutefois, loin de présupposer que la séquence ouverte au Chili en septembre 1970 ne pouvait que conduire au coup d’État, il faut se montrer attentif à « l’histoire en train de se faire[[5]](#footnote-5) », et mettre en parenthèse ce que l’on sait être les résultats des processus
2. Dans cette conjoncture complexe, en partie liée à la guerre froide, une élection présidentielle est organisée au Chili en 1970

Diapo 7

1. Les candidats obtiennent des résultats proches ; Salvador Allende et l’Union populaire (UP) arrivent en tête de peu

Le problème est qu’il s’agit d’une élection à un tour et aucun candidat n’a obtenu la majorité absolue ; c’est le Congrès, réunissant le Sénat et la Chambre des députés qui doit désigner le vainqueur.

Le Congrès subit une forte pression américaine pour désigner Alessandri (déjà élu président en 1958) car les Etats-Unis ne veulent pas d’une « menace » jugée communiste dans leur zone d’influence ; le candidat de l’Union populaire, S. Allende, est néanmoins désigné.

1. L’Union populaire est une coalition de partis de gauche constituée en décembre 1969

Après sa désignation, Allende engage une profonde transformation économique du Chili fondée sur la redistribution des richesses (nationalisation des secteurs clés, réforme agraire, mesures de progrès social) et le renforcement du contrôle de l’État sur l’économie.

Pour cela, le gouvernement compte sur le soutien des syndicats, des organisations de pobladores (comités d’habitants, de quartiers) et des comités d’Unité populaire (UP) issus de la campagne électorale.

1. Toutefois, cette mobilisation populaire va progressivement déstabiliser le gouvernement

L’action de Salvador Allende est fragilisée par un débordement sur sa gauche, d’autant plus difficile à canaliser qu’il l’a, dans une marge mesure, suscité et encouragé.

B) Des soutiens qui s’amenuisent face à une opposition renforcée

Diapo 8

1. Le document de gauche révèle la progression de l’inflation au Chili

L’augmentation des bas salaires décidée par Allende provoque une élévation des prix et une raréfaction des marchandises puisque davantage de Chiliens peuvent les acheter.

1. Ces difficultés d’approvisionnement détournent les classes moyennes du gouvernement (*photographie*) ; à cela s’ajoute une importante grève des routiers, dont l’initiative est patronale

Allende et ses soutiens répondent dans un premier temps par des mesures de réquisitions, une intervention renforcée de l’Etat dans l’économie et la mise en place de collectifs ouvriers qui organisent la production.

1. Ces difficultés économiques suscitent les premières divergences au sein de l’UP

Par ailleurs, les mouvements sociaux prennent de plus en plus d’autonomie au point de devenir de potentiels concurrents des partis politiques.

La crainte d’un coup de force en octobre 1972, au moment des grèves, a suscité une mobilisation nouvelle des couches populaires, qui paraît en mesure de contester la légitimité gouvernementale ; appuyé sur les forces de gauche, Allende est en train d’être dépassé par elles, ce qui fragilise son autorité politique.

1. Pour certains acteurs, le danger qui se profile est celui d’une dérive autoritaire provoquée par les concessions trop importantes du gouvernement à des adversaires de la démocratie

En effet, pour tenter de mettre fin aux vague de grèves, Allende cède à son aile droite exigeant plus de fermeté et fait entrer trois généraux au gouvernement (2 novembre 1972).

1. Le destin du Chili se joue aussi à l’échelle internationale : les Américains n’acceptent toujours pas l’élection d’Allende car ils estiment que le Chili ne peut que se rapprocher du camp soviétique dans le contexte de la guerre froide

En conséquence, les organisations internationales sous influence américaine, refusent d’accorder des prêts au Chili.

C) Une position fragilisée conduisant au coup d’Etat

Diapo 9

1. En juin 1973, des ingénieurs de la mine de cuivre El Teniente manifestent

Cette nouvelle mobilisation est un problème majeur pour Allende car elle confirme, une nouvelle fois, qu’il ne parvient pas à maîtriser le mouvement social qui l’a porté au pouvoir.

1. Surtout les adversaires d’Allende en tirent conclusion que le président est affaibli

Il faut ici se montrer attentif aux calculs des acteurs c'est-à-dire aux représentations qu’ils se font d’une situation et à partir desquelles ils élaborent une stratégie politique[[6]](#footnote-6).

Il faut mobiliser aussi, ce qui relève de la « culture » du pays, entendue au sens des coups politiques pensables et jouables pour les acteurs ; la « solution » qui se dessine pour les adversaires du président est le coup d’Etat.

Cette séquence d’instabilité croissante culmine avec le coup de force manqué du 29 juin 1973, mené par des militaires.

1. Le pouvoir chilien, constatant l’affaiblissement de la dynamique portée par le mouvement ouvrier, essaye de se concilier davantage le soutien militaire

Il fait de nouveau entrer au gouvernement plusieurs généraux, dont Augusto Pinochet, le 9 aout 1973 ; le 11 septembre 1973, celui-ci fait un coup d’Etat contre le pouvoir démocratiquement élu, avec le soutien américain.

Transition : l’exemple chilien montre comment peut s’opérer un basculement vers l’autoritarisme. Toutefois, un processus inverse peut se produire comme le révèlent les cas espagnol et portugais.

III- De l’autoritarisme à la démocratie : Espagne et Portugal

A) La transition démocratique espagnole

Diapo 10

1. La notion de « transition à la démocratie[[7]](#footnote-7) » invite à rompre avec l’idée d’un passage évident d’un régime à un autre et à s’intéresser au contraire à la complexité du changement de régime, qui engage de nombreuses opérations et compromis entre acteurs

Il faut s’attacher à l’incertitude qui caractérise ces moments, afin d’être sensible aux moyens par lesquels les acteurs politiques tentent de donner sens au jeu qu’ils jouent, dans un contexte marqué par la perte de repères.

1. Pour comprendre la transition espagnole, on peut s’interroger sur le destin d’un monument, la Valle de los Caidos, mausolée de Franco, qui suscite aujourd'hui encore des débats, 40 ans après la fin de la dictature

En effet ce n’est pas un lieu quelconque, il a une forte valeur symbolique, car construit sur les ordres de Franco et à travers ce monument, c’est la question du lien de l’Espagne avec son passé dictatorial qui se pose.

1. Comprendre ces tensions toujours vives suppose de s’interroger sur les conditions du passage de la dictature à la démocratie à partir de la mort de Franco en novembre 1975 et la nomination de Juan Carlos comme chef de l’Etat[[8]](#footnote-8)

Pour travailler cette notion nouvelle et difficile, on peut s’appuyer sur un reportage disponible sur le site de l’INA, « La transition démocratique en Espagne après la mort de Franco » qui identifie trois moments-clefs.

Diapo 11

1. Le premier temps est consacré à des ouvriers en grève, certains d’entre eux sont ensuite interviewés ; on voit des scènes de réunion, des hommes qui lisent à plusieurs le journal, accréditant l’idée qu’il « se passe quelque chose » en Espagne

Le commentaire insiste sur le changement que vit le pays (« Une situation impossible il y a 3 mois (...) ce qui était interdit devient possible »), et sur les incertitudes qui planent encore sur le devenir de l’Espagne ; une voiture de police, symbole de l’Etat répressif, est filmée en gros plan.

1. Dans un second temps, il est question des effets de la transition démocratique sur la société

Le roi Juan Carlos apparait dans le reportage appelant son peuple à l'unité nationale, tandis que le commentaire insiste sur la volonté de changement du nouveau gouvernement et les attentes du peuple en ce sens ; et ce d’autant plus que l’année précédente, le Portugal, a opéré sa démocratisation après la Révolution des œillets (25 avril 1974).

1. La troisième et dernière séquence montre la « prudence » de certains milieux espagnols face aux nouvelles orientations du régime et la nécessité de conclure des compromis car les partisans de Franco restent politiquement puissants

Le premier ministre de Juan Carlos, Arias Navarro, était juste avant celui de Franco, et s’il a annoncé l’élection de deux nouvelles chambres, il a également rappelé « ce que l’Espagne devait à Franco ».

Arias Navarro apparait toutefois rapidement en désaccord avec la ligne politique réformiste du roi et la mobilisation populaire qui l’appuie ; il est contraint à la démission le 1er juillet 1976, remplacé par Adolfo Suárez, homme de confiance de Juan Carlos.

Le nouveau premier ministre engage des réformes essentielles pour la transition : légalisation des partis politiques, dissolution des Cortès franquistes, liberté syndicale, élection d’une assemblée constituante en juin 1977, remportée par le parti de Suarez.

Toutefois les « Accords de la transition » de 1977, conclus entre les tendances plus « ouvertes » du franquisme et l’opposition démocratique prévoient la non-responsabilité pénale des « autorités, fonctionnaires et agents de l’ordre public », et laissent ouverte la question de la réparation à accorder aux victimes du franquisme (tensions qui se cristallisent notamment autour du devenir de la Valle de los Caidos)

B) La transition démocratique portugaise

Diapo 12

1. La transition au Portugal prend des formes différentes[[9]](#footnote-9) ; pour le comprendre, on peut solliciter cette fois une ressource cinématographique, le film de Maria de Medeiros, *Capitaine d’avril*

La révolution du 25 avril 1974 est un coup d'État organisé par des militaires (Mouvement des Forces Armées) qui se sont progressivement radicalisés par rejet des guerres coloniales menées par le Portugal.

Le film ouvre d’ailleurs sur des soldats en partance pour l’Angola ; à l’inverse, d’autres reviennent des possessions portugaises (Mozambique, Guinée) ; c’est quelque chose de très présent dans les représentations des acteurs à ce moment-là.

La révolution des Œillets renverse le régime de l’Estado Novo fondé par Antonio de Oliveira Salazar, sans pour autant instaurer un gouvernement autoritaire mais en remettant au contraire le pouvoir au peuple qui doit conduire un projet démocratique (mise en place d'un gouvernement civil, organisation d'élections libres et décolonisation).

Le coup d'État, soutenu par le peuple portugais, débouche sur une révolution qui a duré deux ans, marquée par de profondes divisions sur la façon de refonder le pays.

1. Le film permet d’identifier les acteurs pertinents du processus de transition :

-les capitaines, à l’origine du coup d’Etat

-les étudiants (manifestations, arrestations)

-la police politique (dont le chef tire sur la foule)

-acteurs politiques (ministres, Marcelo Caetano qui dirige le pays mais ne fait rien durant le processus de transition jusqu’à son évacuation)

-acteurs militaires hostiles au mouvement (le général Pais)

-le général Spinola qui, sans être un soutien des capitaines, va amorcer le changement de régime

1. *Capitaines d’avril* permet aussi de reconstituer l’incertitude propre aux transitions à la démocratie :

-un soldat qui répond aux capitaines venus prendre possession de la caserne « encore un coup d’Etat, c’est tous les 15 jours »

-le journaliste Cesario déclare que le pays va s’engager sur la voie un coup d’Etat piloté par l’extrême-droite

-le rôle crucial de la circulation des informations et de leur fiabilité (fausses nouvelles)

1. Apparait enfin ce qui se passe durant le processus et les premiers changements :

-les difficultés à convaincre certains soldats de s’engager dans la lutte

-la prise de possession de certains lieux stratégiques (station radio)

-la part d’improvisation (des chars sont dirigés vers Lisbonne, mais ils sont de mauvaise qualité, « tout ce qui marche est en Afrique » dit l’un des capitaines ; autre point important, faut-il s’arrêter au feu rouge avec les chars dans Lisbonne ?)

-le soutien populaire sous la forme de manifestations suivant les convois de chars

-les œillets qui s’improvisent comme symbole car il y a un passage par le marché aux fleurs

-l’arrestation des membres de la police politique

1. Au final, il faut comprendre les transitions démocratiques comme des moments durant lesquels domine l’incertitude, ce qui doit conduire à s’intéresser aux moyens par lesquels ces acteurs cherchent à rétablir un jeu politique qui fonctionne et qui soit accepté : des gouvernements provisoires d’union se mettent en place, des libertés sont accordées, les partis politiques sont à nouveau autorisés, des élections libres sont organisées, une nouvelle constitution est votée

Transition : dans le changement de régime, il faut s’intéresser aux compromis par lesquels le jeu politique démocratique se stabilise. L’Union européenne est de ce point de vue un exemple probant.

C) L’Union européenne et la démocratie

Diapo 13

1. L’UE est une construction originale, fruit de débats intenses entre supranationalité (transfert de compétences des Etats) et intergouvernemental (les Etats conservent leur souveraineté)

Le congrès de la Haye (1948) a entendu d’une part approfondir l’intégration entre les États européens par la délégation croissante de fonctions régaliennes à des institutions supranationales et d’autre part promouvoir l’Union Européenne comme acteur majeur de l’économie mondiale et des relations internationales.

Ces objectifs ont donné naissance à un mode de gestion politique inédit, désigné par le terme de « gouvernance européenne ».

1. Cela ne signifie pas pour autant que l’Union européenne soit le point d’aboutissement de la démocratie, ni sa « forme achevée », mais plutôt un laboratoire, un champ d’expérimentations, un objet politique toujours en construction
2. Par les principes démocratiques dont elle se réclame, et par le fonctionnement de son système politique et institutionnel, l’Union européenne est une composante du régime politique dans lequel nous vivons

Née le 1er janvier 1993 de la transformation des Communautés européennes (CEE et Euratom), l’Union européenne est une construction en laquelle résonnent 2 500 ans de l’histoire de la démocratie.

1. Le projet d’une union des États européens pose aussi la question de sa fragilité

L’idée européenne naît au cœur de la Deuxième Guerre mondiale, à l’heure où nombre d’États démocratiques d’Europe ont fait place à des régimes autoritaires : l’Union européenne s’est bâtie précisément sur la conviction que la démocratie peut reculer ou disparaître, hier comme aujourd’hui, qu’elle doit être préservée et que ses formes d’expression peuvent être sans cesse actualisées ou améliorées.

En guise de conclusion, on peut d’ailleurs se poser la question de ce que pourrait faire l’UE en cas de dérive d’un Etat membre vers un régime autoritaire.

1. . « Limitées dans le temps, ces expériences politiques que sont les empires furent autant héritières que matrices », l’historiographie récente a réévalué leur contribution à la formation de certains modes d’apprentissage du politique, Jacques-Olivier Boudon, « Les Bonaparte. Regards sur la France impériale », *La Documentation photographique*, 2010. [↑](#footnote-ref-1)
2. . Gilles Candar, *Histoire politique de la Troisième République*, Paris, La Découverte, 1999 et Philip Nord, « Les origines de la Troisième République en France (1860-1885) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 116/117, mars 1997. [↑](#footnote-ref-2)
3. . Eleni Varikas, « France-Amérique et retour. La démocratie et ses dangers en miroirs », *Raisons politiques*,

2001/1. [↑](#footnote-ref-3)
4. . Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973 : mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013. [↑](#footnote-ref-4)
5. . Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997. [↑](#footnote-ref-5)
6. . Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1992 [↑](#footnote-ref-6)
7. . Guillermo O’Donnel et Philippe Schmitter, *Transitions from the authoritarian rules : Prospects for Democracy*, Baltimore, John’s Hopkins University Press, 1986 et Michel Dobry, « Les transitions démocratiques. Regards sur l’état de la transitologie », *Revue française de science politique*, vol 50, 4-5, 2000. [↑](#footnote-ref-7)
8. . Francisco Campuzano, *L’élite franquiste et la sortie de la dictature*, Paris, L’Harmattan, 1997. [↑](#footnote-ref-8)
9. . Anne Dulphy, Yves Léonard, *De la dictature à la démocratie: voies ibériques*, Bruxelles, Peter Lang, 2003. [↑](#footnote-ref-9)